Une économie en berne

Par JFB le ven 17/02/2012 - 12:59

Prévisions pour 2012

Lors du déjeuner conférence organisé le 31 janvier par la Chambre de Commerce Franco-Hongroise M. László Akar, vice-président de l'Institut de recherches économiques GKI a présenté un état des lieux de la situation économique de la Hongrie et de ses perspectives pour l'année 2012.

M. Akar a d'abord souligné la situation difficile des marchés financiers internationaux et la forte dépendance de la Hongrie vis à vis des investisseurs étrangers pour le financement de sa dette souveraine. Il a indiqué que du fait des exigences de rigueur budgétaire imposées par les institutions communautaires, la Hongrie ne disposait plus de la même liberté d'action en matière de politique budgétaire qu'il y a encore huit ou dix ans.

Selon son analyse trois problèmes principaux sont à prendre en compte. Tout d'abord un climat d'insécurité, du point de vue juridique, créé par l'adoption de nombreuses lois modifiant de manière rétroactive, et parfois anticonstitutionnelle, les normes en vigueur alors même que les mécanismes de protection contre ces violations du droit ne sont plus effectifs. Cette situation provoque une baisse des investissements et la fuite de certains capitaux étrangers vers des pays offrant une plus grande stabilité sur le plan juridique.

Le deuxième point est l'impasse dans laquelle se trouve l'économie nationale. Ce qui importe ce ne sont pas les déclarations des dirigeants d'un État mais les actions qu'ils mènent. La politique fiscale a abouti à une baisse de la consommation et à une plus lourde imposition des entreprises.

Troisièmement, les progrès qui ont été réalisés sur le plan budgétaire en 2011, et depuis le début de l'année, sont en fait la conséquence de l'étatisation des fonds de pension et sont donc artificiels.

Du fait d'un plan de réformes structurelles insuffisant, le gouvernement a dû recourir à une augmentation des taxes, à la création de taxes sectorielles et au passage à une TVA à 27 % ce qui a eu un impact négatif sur les investissements des entreprises.

Le gouvernement actuel, fort de sa majorité des deux tiers au Parlement, est néanmoins en mesure de s'attaquer à la réforme nécessaire du fonctionnement de l'État mais, semble-t-il, des problèmes se posent déjà au niveau de la réforme des collectivités locales, car le choix d'une plus grande centralisation se révèle néfaste dans de nombreux domaines.

Tout en étant optimiste sur l'aboutissement des négociations avec le FMI, les experts du GKI considèrent que le chemin sera encore long avant la finalisation de cet accord et, que dans le cas où le climat de confiance se détériorerait encore, les conséquences politiques pourraient être importantes.

Il est difficile de prévoir aujourd'hui l'étendue des mesures qui seront posées par la Commission européenne, comme préalable à tout accord et, il est probable que les questions préliminaires posées actuellement seront suivies par des demandes plus politiques, comme celles portant sur la sécurité juridique.

Selon le GKI, l'économie hongroise devrait connaître, en 2012, une baisse du PIB de 1,5 %, en partie du fait de la baisse de la consommation et du recul des salaires. Le taux de chômage devrait rester autour des 11 % sauf, si une vague de licenciements survenait dans le secteur public et il est probable que l'emploi au noir augmentera. L'inflation devrait aussi se maintenir autour des 5 %.

Xavier Glangeaud

- 1 vue

Catégorie
Agenda Culturel